

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18827 - 73ÈME ANNÉE

Un nouveau cadre s'impose devant une nouvelle réalité

La Réunion face à une zone de libre-échange de 1,5 milliard d'habitants

L'annonce de la création d'une Zone de libre échange continentale par les membres de l'Union africaine va encore amplifier l'impact du futur accord de partenariat économique entre les pays voisins et l'Union européenne. Comment l'économie réunionnaise pourra-t-elle résister à une telle concurrence ? C'est pourtant la menace qui pèse sur notre île avec le cadre actuel.

Pendant que l'Union européenne négocie avec les pays voisins un accord de partenariat économique visant à ouvrir le marché des régions européennes à la production des États de notre région, d'autres discussions ont lieu à l'échelle continentale pour un projet encore plus vaste : la Zone de Libre Echange Continentale entre les membres de l'Union africaine. Une dépêche de l'Agence panafricaine de presse donne des détails au sujet d'une réunion qui s'est tenue la semaine dernière en Ethiopie :

« L'Union africaine (UA) a annoncé mercredi une percée dans les négociations pour créer une zone de libre-échange avec un marché de 1,5 milliard de personnes et une richesse totale de 2190 milliards de dollars américains.

Les pourparlers pour créer la zone de libre-échange continentale ont abouti à une nouvelle feuille de route menant à un accord sur le texte juridique à adopter à la date convenue de décembre 2017, a déclaré l'UA dans un communiqué publié jeudi.

Le groupe de négociateurs en chef et d'experts en commerce des États membres de l'UA s'est réuni, du 2 au 7 octobre 2017 au siège de l'UA, à Addis-Abeba, pour discuter du calendrier de conclusion d'un accord. Les experts ont participé à la 7e réunion du Forum de Négociations de Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC), où la feuille de route menant à la création de la

zone commerciale continentale a été cernée.

« Les participants ont fait des progrès substantiels, acceptant d'adhérer à la date limite de décembre 2017 pour compléter le projet de texte juridique tel que demandé par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA », a déclaré l'UA dans un communiqué. Les experts sont parvenus à un accord sur le nom et le contenu du texte juridique qui conduirait à la création de la zone commerciale. L'accord sera dénommé « Accord établissant la zone de libre-échange continentale », a déclaré l'UA.

« La création de la ZLEC est le premier projet phare de l'Agenda 2063 à être achevé dans le cadre de la feuille de route établie par le Plan de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de dix ans », a déclaré l'UA. Le Sommet de l'UA de juin 2015 tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, a conduit la deuxième phase des négociations sur la zone de libre-échange pour entamer des négociations sur les investissements, les droits de propriété intellectuelle et la politique de la concurrence après que des accords ont convenu de la création de la zone de libre-échange ».

À une distance de plusieurs milliers de kilomètres à la ronde, tous les voisins de La Réunion sont membres de l'Union africaine. La création de la ZLEC a donc pour conséquence d'ouvrir le marché des

plus proches pays de La Réunion à tous les produits fabriqués sur le continent africain. Comme d'autre part l'Union européenne discute d'Accord de partenariat économique avec tous les États d'Afrique regroupés dans différents blocs régionaux, cela veut dire qu'au terme de ces deux cycles parallèles de négociations, la production réunionnaise sera concurrencée à La Réunion par la totalité de ce qui se produit en Afrique. Cette fois, ce ne sont plus seulement les États de notre région qui verront s'ouvrir les portes du marché réunionnais, mais tout ce qui vient d'un continent peuplé de plus de 1,5 milliard d'habitants. Comment le secteur productif réunionnais pourra-t-il résister à une telle concurrence ?

La menace est de transformer irrémédiablement notre île en une machine à transformer des transferts publics en profits privés, car il sera plus intéressant financièrement d'importer plutôt que de produire des richesses sur place.

Devant cette menace, la responsabilité est une alternative. Elle s'appuie en effet sur une collectivité unique dotée de compétences permettant de négocier les accords commerciaux avec les pays voisins. C'est ainsi que La Réunion pourra être défendue.

M.M.

19e Congrès du Parti Communiste Chinois

Le PCC réaffirme son ancrage dans la société chinoise

Le Congrès du Parti Communiste Chinois est un évènement propre au calendrier politique de la Chine mais l'impact de l'évènement et le contexte dans lequel il s'inscrit concernent les peuples du monde entier, dont les Réunionnais.

Le Congrès du Parti Communiste Chinois exprime la vigueur des idéaux communistes dans une société de 1,3 milliard d'habitants. Son secrétaire général réaffirme : « si nous nous écartons de ce parti ou abandonnons le marxisme, notre parti perdra son âme et son chemin. Nous ne devons en aucun cas sous-estimer le rôle important de ce parti dans notre pays ». C'est bien sous la direction du Parti Communiste que le pays s'est hissé à la place de deuxième économie mondiale, en utilisant le capitalisme pour corriger les inégalités et les injustices héritées de plus d'un siècle d'occupation étrangère.

Le Parti de 1,300 milliard d'habitants

Le calendrier politique chinois prévoit un Congrès du PCC tous les 5 ans. C'est un évènement de grande importance en Chine compte tenu du rôle exceptionnel du Parti unique, depuis 1949. Aujourd'hui, il compte plus de 80 millions de membres qui sont très instruits et qui alimentent le contingent des 2000 congressistes, sélectionnés selon des critères stricts.

C'est le seul exemple d'un parti politique au monde qui doit subvenir aux besoins de 1300 millions d'habitants et veiller à leurs intérêts futurs (Pour saisir la portée de cette dimension, il faut noter par exemple que les Etats-Unis comptent 4 fois moins d'habitants). Sur le plan de la gouvernance générale, XI Jinping cumule 3 fonctions suprêmes : secrétaire général du Parti, président de la commission militaire du Parti et Président de la République Populaire de Chine.

Il a rappelé que l'armée doit allégeance au Parti dont la tâche est de servir le peuple. Une telle rhétorique est spécifique à l'expérience chinoise, au point que les étrangers ont fini par s'habituer à la présence systématique d'un haut dirigeant du Parti aux rencontres institutionnelles.

Bien comprendre le marxisme et le capitalisme

En Chine, encore plus qu'ailleurs, un Congrès du Parti Communiste n'est pas une formalité. Xi Jinping a rappelé le contenu du 19e Congrès lors d'un séminaire de haut niveau, en juillet. L'agence officielle Xinhua rapporte ses propos :

« Le congrès est une conférence importante, alors que la Chine œuvre à bâtir une société modérément prospère tous azimuts et que le développement du socialisme à la chinoise se trouve à un moment critique.

« Le 19e Congrès national du PCC analysera la situation actuelle sur le plan international et national et élaborera des lignes directrices et des politiques correspondant aux demandes de l'époque.

Notre capacité à élaborer des lignes directrices globales, stratégiques et clairvoyantes [lors du congrès] a trait au développement des causes du Parti et de la nation, au destin du socialisme à la chinoise et aux intérêts fondamentaux de la grande majorité du peuple chinois ».

Le PCC doit clairement expliquer « quelle bannière tenir, quelle voie emprunter, et dans quel état d'esprit, quelle mission historique assumer et quel objectif réaliser », a

indiqué M. Xi, qui est également secrétaire général du Comité central du PCC.

La réponse a été donnée lors de cette réunion. Le Parti doit porter haut l'étendard du socialisme à la chinoise et avoir une confiance totale dans la voie, la théorie, le système et la culture du socialisme à la chinoise pour assurer que les causes du PCC et de la nation avancent perpétuellement dans la bonne direction.

Lors d'une autre rencontre, il a exhorté les cadres du PCC à posséder « une bonne compréhension du marxisme et du capitalisme contemporain ».

Le cadeau du centenaire du Parti à son peuple

Le congrès sera également l'occasion de passer en revue le bilan du quinquennat écoulé, et faire face aux contradictions liées aux différentes étapes du développement du pays. En particulier, la Chine est engagée dans une course contre la montre pour éradiquer la pauvreté en 2020, soit 10 ans d'avance sur le calendrier des OMDD (Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable) fixé à 2030 par la communauté internationale réunie à l'ONU, il y a 2 ans. L'autre objectif chinois prévoit d'atteindre un niveau de vie moyen ou modérément prospère à l'horizon 2020. C'est le cadeau que les communistes chinois s'apprêtent à remettre à leur peuple, à la veille du centenaire de la création du PCC qui sera fêtée en grande pompe, en 2021.

Ancré davantage le Parti dans la société chinoise, telle sera l'énorme responsabilité de l'équipe dirigeante qui sortira de ce 19e Congrès.

Edito

Sécurisation de l'axe Saint-Denis/La Possession : le temps perdu s'accumule

Une chute de galets a été signalée hier matin à l'entrée de la route du littoral du côté de La Possession. Fort heureusement, seuls des dégâts matériels sont à déplorer. Ce nouvel événement rappelle que la route actuelle est impossible à sécuriser. Tant qu'une alternative ne sera pas mise en service, des Réunionnais seront exposés à des chutes de pierre.

Le risque augmente avec la croissance du trafic automobile, qui est estimé à 50.000 véhicules par jour. L'orientation choisie par les autorités compétentes à La Réunion est de privilégier le tout-automobile plutôt que le train. C'est ce qui ressort du choix de transférer les crédits prévus pour un chantier de chemin de fer déjà démarré à un projet de route en mer bien mal ficelé. Par conséquent, l'embouteillage matinal à l'entrée de Saint-Denis ne pourra que s'accroître. Cela signifiera une durée de parcours plus longue pour franchir les 12 kilomètres de route sous la falaise.

La Région Réunion, sous la présidence de Paul Vergès, avait mis en œuvre des travaux de sécurisation. La falaise a été recouverte de filets pour un investissement total de 100 millions d'euros. Cela permet de retenir les roches qui se détachent. C'est ce qui a permis d'éviter un drame hier. Mais depuis la mise en service de cet équipement, aucune réalisation n'a amélioré la sécurité des usagers de la route.

Le choix d'une route en mer montre aujourd'hui toute la difficulté à mener à bien un tel projet. Si les piles du viaduc ont commencé à être posées, rien n'est encore fait pour la partie allant de la Grande-Chaloupe à La Possession. Cet immobilisme interroge, car le temps perdu s'accumule et expose chaque jour davantage les usagers au danger.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Che Guevara, apôtre des opprimés

Le Che et la Révolution cubaine

Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».



Le Che était-il médecin ou guérillero ?

Il y a une anecdote très révélatrice de l'état d'esprit du Che à ce sujet. L'expédition du bateau Granma du Mexique aux côtes cubaines dura sept jours au lieu des cinq initialement prévus. Au lieu d'arriver à Cuba le 30 novembre, le Granma avait touché les côtes cubaines le 2 décembre 1956. A Santiago, ville à l'Est de Cuba, un soulèvement eut lieu le 30 novembre afin de faire diversion et soutenir le débarquement. Cependant, l'armée, informée de l'arrivée imminente des révolutionnaires, guettait le débarquement de l'expédition. Par ailleurs, en plus de la traversée exténuante, les guérilleros ont débarqué dans la zone marécageuse de Las Coloradas et le trajet du bateau à la terre ferme fut un calvaire de plusieurs heures. En outre, quelques minutes seulement après leur arrivée, alors qu'ils

se trouvaient dans un état d'épuisement total, les insurgés ont été repérés par l'aviation militaire et pourchassés par les soldats de la dictature. La troupe a donc été contrainte de se disperser. Le Che, pris dans ce tourbillon, a dû faire un choix. Alors qu'il avait été désigné comme médecin du groupe, il s'est retrouvé en possession de deux gros sacs, le premier rempli de munitions et le second de médicaments. Il lui était physiquement impossible d'emporter les deux alors qu'il était sous le feu de l'armée. Il a donc opté pour le sac de munitions, car il a considéré qu'il était révolutionnaire avant d'être médecin.

Comment s'appelait le bataillon du Che ?

La colonne du Che a été créée suite à sa nomination en tant que Commandant. Le seul bataillon existant

était celui de Fidel Castro et portait le nom de Colonne n°1. Logiquement, elle aurait dû se nommer Colonne n°2 mais, pour tromper l'ennemi sur l'importance des forces révolutionnaires, Fidel Castro a décidé de lui donner le nom de Colonne n°4.

Par la suite, le Che a été en charge du « Peloton suicide » qui était composé des combattants les plus aguerris et dont le rôle était de mener les missions les plus dangereuses. En raison de la témérité presque excessive du Che, Fidel avait décidé de lui confier la responsabilité du groupe à la condition qu'il ne participe plus en personne à ce type d'opérations, se concentrant sur les tâches stratégiques, tactiques et organisationnelles.

Le leader de la Révolution cubaine savait que le pays aurait besoin d'un tel cadre, et qu'il était vital de le préserver. A chaque mission, un ou plusieurs combattants perdaient la vie, d'où le nom de « peloton suicide ». Dans son journal, le Che raconte une situation insolite et récurrente : à chaque fois qu'un membre du peloton suicide perdait la vie, on en désignait un autre pour le remplacer. Et à chaque fois, il assistait à des scènes de jeunes combattants en pleurs, déçus de ne pas avoir eu l'honneur d'intégrer le groupe et de pouvoir ainsi démontrer leur vaillance.

(à suivre)

Salim Lamrani
Université de La Réunion

In kozman pou la rout

« La nuit, tout bann shat lé gri ! »

Si mi tronp pa, sé la limyèr k'i donn lé shoz z'ot koulèr. Rouz, blé, jone, vèr dann la zourné sa sé in bann koulèr i oi bien, i rikonné bien, i konfonn pa. Mé kan solèy la fine lav son pyé, kan fénoir i pran la plas, l'èr-la, bann koulèr, sé in kékshoz ou i disting pi pou vréman. L'èr-la kisa i pe dir, sir a san pour san, sé inn, sansa sé l'ot, li la vi ? Kisa i pé dir sé intèl, intèl la fé si, la fé sa si sé lé shoz la spas la nuit. I pé pi sir d'arien ! Pars, ou lé sir vréman kan ou la vi ! Si sé l'inn, si sé l'ot la di aou, ou i pé anvoye baladé pars l'èr-la, ou lé pi sir ditou. Si ou disting pi lo koulèr, lo vré kontour, lo pti arien ditou i fé in pèrsonalite l'èr-la, ou pé pa dir sé iks, sé igrèg, sé zèd. A zizè anplis, si nana in n'afèr d'loi é si in l'avoka i komans poz aou késtyon. Vit fé li déstabiliz aou. Alé ! Mi lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Conférence d'Olivier Bancoult, président du Groupe Réfugiés Chagos

La situation actuelle sur le front des luttes des Chagossiens

Jeudi 19 octobre à 18 heures, Olivier Bancoult, président du Groupe Réfugiés Chagos, tiendra une conférence à l'hôtel de ville de Saint-Denis, salle des mariages. Voici la présentation de cet événement par le Comité Solidarité Chagos La Réunion.



Olivier Bancoult.

Le drame des Chagossiens s'enracine dans les années 1960 puis 1970, quand les deux puissances Etats-Unis et Grande-Bretagne se sont entendues pour les déporter de leurs îles où ils vivaient paisiblement depuis plus de deux siècles. Le but derrière ce crime : créer à Diego-Garcia la plus grande base militaire au monde (hors USA). Exilés de force à Maurice et aux Seychelles, les Chagossiens ont traversé les pires conditions d'existence : rejet, chômage, misère, prostitution, alcool, suicides...

L'année 2016 aurait pu marquer la fin de leur exil. C'était l'année de l'expiration du bail de location de la base au 31 décembre. Toutes les luttes des Chagossiens visaient à ar-

cher leur droit au retour. Mais à quelques jours de cette échéance, le 16 novembre 2016, le gouvernement britannique a opposé une fin de non recevoir à la revendication chagossienne. Il reniait ainsi ses engagements et bafouait encore et toujours les droits humains.

Mais les Chagossiens ne se sont pas laissés abattre. Ils n'ont jamais renoncé à crier haut et fort qu'ils ont été victimes d'un crime contre l'humanité qui doit être réparé. Et le 22 juin 2017, c'est un vote historique de l'assemblée générale des Nations-Unies qui leur a ouvert la possibilité d'un nouveau combat. Ce jour-là, le projet de résolution présenté par Maurice demandant à l'ONU de déférer le dossier des Cha-

gos devant la Cour internationale de Justice a été approuvée à une très large majorité (94 voix pour, 15 voix contre, 67 abstentions). La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont été isolés. Le dossier Chagos est aujourd'hui dans les mains des juges de la Cour internationale de Justice. Et le processus est enclenché, avec des dates butoirs déjà fixées.

Ce sont les dernières avancées survenues dans cette lutte très difficile, qu'Olivier Bancoult, président du Groupe Réfugiés Chagos, nous expose aujourd'hui.

***Le Comité Solidarité Chagos
La Réunion***

Oté

I fo in bonpé z'afèr pou fé l'idantité in pèp, simanté par nout konsyans rényoné

Nana in bon bout tan mi antann parlé, é mi anparl galman nout l'idantité rényoné. Dizon pou mon zénérasyon sa i romont dann tan in bonpé d'moun ansanm-avèk parti kominis téi réklam l'otonomi pou La Rényon... Zordi i antann in bonpé parl l'otonomi é parl l'idantité konmsi lété in n'afèr i ariv natirèlman an dous é san sokous.

An dous é san sokous ? Dann tan mi di azot lé shoz téi marsh pa tousèl : si in pé i souvien bien zournal Témoignages lété sézi karant-kat foi. L'ané 1959 lo pouvoir kolonyal la fé asome Paul Vergès é lès ali pou mor dovan l'otèl de vil Sin-Dni... I fo pa ni obliy nout bann martir Eugène Rousse la fine anparlé épa arienk in kou. Alé fé in karé La Possession é zot va oir lo nom bann fonksyonèr viktime l'ordonans oktob 1960. Dann tan-la, pou in oui, pou in non, ou téi pèrd out travaye, out karo bazar. Mi koné mèm désèrtin moun la pass z'ot pèrmi transpor an komin é zot la pa gagné, pa pars zot lété pa kapab pass pèrmi-la, mé sinploman pars zot té i afish azot tro par koté bann rouj-de-fon. Ni pé anparl osi la frode dann éléksyon, l'atak lo bann nèrvè, asosyé avèk bann kas an fèr.

Pou kosa mi rapèl dé shoz konmsa ?

Pa pou lans in défi sak i dékou zordi l'otonomi mé pou rapèl in pé tout demoun lo mouvman pou l'otonomi la bite frontalman avèk lo pouvoir kolonyal é sédan la lite nou la ranfors nout konsyans otonome. Sé dan la lite, kisoï isi shé nou, kisoï dann l'émigrasyon dan La Frans nou la pran konsyans ni apartien in péi i apèl La Rényon, nout pèp arkansyèl sé lo pèp rényoné, nout l'istoir sé sak nout pèp la viv zénérasyon apré zénérasyon isi dann l'oséan indien. Nout mizik, nout lang, nout kiltir, nout kuizine, nout maloya, nout kabaré, nout séga, nout bann kont épi nout bann lézann sé isi zot lé éné la plipar d'tan dann métisaz...

Nout l'idantité ? I fo in bonpé z'afèr pou fé in l'idantité. In sèl i sifi pa ! Trépé i sifi pa non pli ! I fo In bonpé z'afèr mé dizon, pa inn koté d'in n'ot, inn tournan lo do avèk l'ot sansa avèk lé z'ot. I fo tousala, mé pou fé in tout i fo li lé simanté par nout santiman rényoné - la konsyans nout l'apartenans in pèp arkansyèl rényoné.

NB Dèrnyé kongré nout parti nou la shoizi in mo d'ord bien sinp bien klèr pou permète anou pran nout responsabiité épi débaras anou avèk lo sistèm néokolonyal : la-dan mèm.

Justin